

La « révolution » syrienne qui n'existait pas...

Nous reproduisons le document honnête et fascinant du journaliste Stephen Gowans. Il synthétise ce que nous avons exposé dès 2011 par d'innombrables témoignages et articles. Et contredit les *fake news* répandues sur la guerre en Syrie, durant 6 ans, par l'ensemble des médias traditionnels et autres charlatans de la « révolution syrienne (<http://arretsurinfo.ch/lettre-ouverte-aux-charlatans-de-la-revolution-syrienne-par-bruno-guigue/>)« . [Silvia Cattori]



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2014/10/Syrie-al-nosra-2013.jpg>)

Cette image datant de 2012 (bien avant l'apparition de l'Etat islamique), montrant une exécution de soldats pro-Assad, a été transmise au *New York Times* par un « rebelle » dégoûté par la cruauté du mode opératoire des combattants d'al-Nosra; groupe terroriste qui faisait du « bon boulot » selon la diplomatie française et l'ensemble de nos médias.

Apparemment, la Gauche américaine doit encore comprendre que Washington n'essaie pas de renverser les néolibéraux. Si le président syrien Bachar al-Assad était un dévot du Consensus de Washington – comme Eric Draitser, de *CounterPunch*, semble le croire – le gouvernement des États-Unis n'aurait pas appelé depuis 2003 Assad à la démission. Il ne superviserait pas non plus la guerre de guérilla islamiste contre son gouvernement ; il le protégerait.

Il y a un shibboleth [en hébreu, un signe de reconnaissance verbal, *selon Wikipedia* (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Shibboleth>), *NdT*] dans certains cercles, voulant, comme Eric Draitser l'a écrit dans un article récent de CounterPunch, que le soulèvement en Syrie « a commencé en réponse à la politique néolibérale et à la brutalité du gouvernement » et que « le contenu révolutionnaire du camp révolutionnaire en Syrie a été marginalisé par un méli-mélo de djihadistes financés par les Saoudiens et les Qataris ». Cette théorie semble, pour autant que je le sache, être basée sur un argument par assertion, pas sur une preuve.

Une revue des articles de presse dans les semaines précédant et suivant immédiatement le déclenchement des émeutes à Daraa à la mi-mars 2011 – généralement considérées comme le début de l'insurrection – n'indique pas que la Syrie était prise d'une fièvre révolutionnaire, ni anti-libérale ou autre. Au contraire, les journalistes du magazine Time et du New York Times parlaient d'un gouvernement jouissant d'un large soutien, de critiques concédant qu'Assad était populaire et de Syriens manifestant peu d'intérêt à protester. En même temps, ils décrivaient les troubles comme une série d'émeutes impliquant des centaines, et non des milliers ou des dizaines de milliers de personnes, guidées par un agenda largement islamiste et présentant un caractère violent.

Le Time rapportait que deux groupes djihadistes qui joueraient plus tard un rôle dirigeant dans l'insurrection, Jabhat al-Nusra et Ahrar al-Sham, étaient déjà actifs à la veille des émeutes, tandis qu'à peine trois mois auparavant, des dirigeants des Frères musulmans exprimaient « leur espoir d'une révolte civile en Syrie ». Les Frères musulmans, qui avaient annoncé des décennies auparavant un bain de sang avec le parti Baas (https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwiW-7OrhNPRAhUFtRQKHdPYBTMQFggcMAA&url=https%3A%2F%2Ffr.wikipedia.org%2Fwiki%2FParti_Baas&usg=AFQjCNEC2th0iM7E7PYEldNWMVH9-gfLbA&sig2=zUn8qBpD-i186Nkl5Z1MWQ) au pouvoir en Syrie, s'opposant violemment au caractère laïque du parti, avaient été entraînés dans une lutte à mort avec les nationalistes arabes laïques depuis les années 1960 et s'étaient livrés à des combats de rue avec les partisans du Baas, à partir de la fin des années 1940. (Dans l'une de ces batailles, Hafez al-Assad, le père de l'actuel président, lui-même président de 1970 à 2000, avait reçu un coup de couteau d'un adversaire Frère musulman.) Les chefs de la Confrérie, à partir de 2007, ont souvent rencontré le Département d'État et le Conseil national de sécurité des États-Unis, ainsi que l'Initiative pour un partenariat avec le Moyen-Orient, subventionnée par le gouvernement américain, qui assumait ouvertement un rôle de financement d'organisations visant à renverser les gouvernements à l'étranger – une tâche que la CIA accomplissait auparavant de manière secrète.

Washington avait conspiré pour purger la Syrie de l'influence nationaliste arabe dès la moitié des années 1950, lorsque Kermit Roosevelt, qui a manigancé le renversement du Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh pour avoir nationalisé l'industrie pétrolière de son pays, a comploté avec les services de renseignement britanniques pour inciter les Frères musulmans à renverser un triumvirat de dirigeants arabes nationalistes et communistes à Damas, que Washington et Londres percevaient comme menaçant les intérêts économiques occidentaux au Moyen-Orient.

Washington a fourni des armes aux moudjahidines de la Confrérie dans les années 1980 pour mener une guerre de guérilla contre Hafez al-Assad, que les partisans de la ligne dure à Washington nommaient de « communiste arabe ». Son fils, Bachar, a poursuivi l'engagement des nationalistes arabes pour l'unité (de la nation arabe), l'indépendance et le socialisme (arabe). Ces buts ont guidé l'État syrien – comme ils l'avaient fait pour les États nationalistes arabes de la Libye sous Mouammar Kadhafi et de l'Irak sous Saddam. Ces trois pays étaient visés par Washington pour la même raison : leurs engagements nationalistes arabes s'opposaient fondamentalement à l'agenda étasunien de domination mondiale.

Le refus de Bachar al-Assad de renoncer à l'idéologie nationaliste arabe a consterné Washington, qui s'est plaint de son socialisme, le troisième élément de la sainte trinité des valeurs baasistes. Des plans pour chasser Assad – fondés en partie sur son manquement à adopter le néolibéralisme de Washington – étaient déjà en préparation à Washington en 2003, sinon avant. Si Assad promouvait le néolibéralisme, comme Draitser et d'autres le soutiennent, c'est en quelque sorte à l'insu de Washington et de Wall Street, qui se plaignaient de la Syrie « socialiste » et de la politique économique décidément anti-néolibérale de ce pays.

Un conflit à mort flambe avec l'aide des États-Unis

À la fin de janvier 2011, une page a été créée sur Facebook intitulée « La révolution syrienne 2011 ». Elle annonçait qu'un « jour de colère » aurait lieu les 4 et 5 février[1]. Les manifestations ont « tourné court », rapportait le Time. Le Jour de colère s'est résumé à un Jour d'indifférence. D'ailleurs, le lien avec la Syrie était ténu. La plupart des slogans scandés par les quelques manifestants présents concernaient la Libye, demandant que Mouammar Kadhafi – dont le gouvernement était assiégé par les insurgés islamistes – s'en aille. Des plans ont été établis pour de nouvelles manifestations les 4 et 5 mars, mais elles aussi n'ont recueilli que peu de soutien[2].

La correspondante du Time, Rania Abouzeid, attribuait l'échec des organisateurs de la manifestations à attirer un soutien important, au fait que la plupart des Syriens n'étaient pas opposés à leur gouvernement. Assad avait une bonne réputation, en particulier parmi les deux tiers de la population de moins de 30 ans, et sa politique gouvernementale étaient largement soutenue. « Même les critiques concèdent qu'Assad est populaire et considéré comme proche de l'immense cohorte des jeunes, émotionnellement, idéologiquement et, bien sûr, chronologiquement », écrivait Abouzeid, ajoutant que contrairement aux « dirigeants pro-américains déçus de Tunisie et d'Égypte, la politique étrangère d'Assad, hostile à Israël, son soutien affirmé aux Palestiniens et aux groupes militants du Hamas et du Hezbollah sont en accord avec le sentiment populaire syrien. » Assad, en d'autres termes, avait la légitimité. La correspondante du Time ajoutait que Assad « conduisant lui-même sa voiture jusqu'à la Grande mosquée des Omeyyades en février pour prendre part aux prières marquant l'anniversaire du prophète Mahomet, et flânant dans le marché bondé de Souq Al-Hamidiyah avec un service de sécurité discret » avait « contribué à le faire aimer, comme personne, du public[3] ».

Cette représentation du président syrien – un dirigeant aimé de la population, idéologiquement en phase avec le sentiment populaire

syrien – s’opposait radicalement au discours qui émergerait peu après l’éruption de manifestations violentes dans la ville syrienne de Daraa, moins de deux semaines plus tard, et qui imprégnerait le discours de la gauche américaine, y compris Draitser. Mais à la veille des événements marquants de Daraa, la Syrie était remarquée pour sa tranquillité. Personne ne « s’attend à des soulèvements de masse en Syrie, rapportait Abouzeid, et malgré une manifestation de dissidence ici ou là, très peu veulent participer »[4]. Une jeune Syrienne a dit au Time : « Il y a beaucoup d’aide gouvernementale pour la jeunesse. Ils nous donnent des livres gratuits, les écoles sont gratuites, les universités sont gratuites. » (Pas vraiment l’État néolibéral que Draitser dépeint.) Elle a poursuivi : « Pourquoi y aurait-il une révolution ? Il y a peut-être 1% de chance. »[5] Le New York Times partageait ce point de vue. La Syrie, rapportait le journal, « semblait être à l’abri de la vague de soulèvements qui balayait le monde arabe »[6]. La Syrie n’avait pas la fièvre.

Mais le 17 mars, il y eut un soulèvement violent à Daraa. Il y a des récits contradictoires sur qui ou quoi l’a déclenché. Time a rapporté que la « rébellion à Daraa a été provoquée par l’arrestation d’une poignée de jeunes pour avoir peint des graffitis anti-régime sur un mur »[7]. Robert Fisk, de The Independent, a offert une version légèrement différente. Il a rapporté que « des agents de renseignement gouvernementaux ont battu et tué plusieurs jeunes garçons qui avaient gribouillé des graffitis contre le gouvernement sur les murs de la ville » [8]. Un autre compte rendu soutient que le facteur déclenchant du soulèvement à Daraa ce jour-là était l’usage extrême et disproportionné de la force par les agents de sécurité syriens en réponse aux manifestations contre l’arrestation des garçons. Il y avait « des jeunes qui imprimaient quelques graffitis sur un mur, et ils ont été emprisonnés, et quand leurs parents ont voulu les récupérer, les forces de sécurité ont répliqué très très durement » [9]. Un autre rapport, du gouvernement syrien, nie que tout cela se soit passé. Cinq ans après l’événement, Assad a dit à un journaliste qui l’interviewait que « cela n’a pas eu lieu. Ce n’était que de la propagande. Je veux dire, nous en avons entendu parler, nous n’avons jamais vu ces enfants qui ont été mis en prison à ce moment-là. Donc ce n’était qu’un récit fallacieux. »[10]

Mais s’il y avait désaccord sur ce qui a déclenché le soulèvement, il y en avait peu sur le fait qu’il était violent. Le New York Times a rapporté que « des manifestants ont mis le feu au siège du parti Baas au pouvoir et à d’autres bâtiments gouvernementaux [...] et se sont affrontés avec la police [...] Outre le siège du parti, les manifestants ont brûlé le Palais de justice de la ville et une succursale de la compagnie de téléphone SyriaTel »[11].

Le Time ajoutait que les manifestants avaient mis le feu au bureau du gouverneur ainsi qu’à une succursale d’une seconde compagnie de téléphone cellulaire[12]. L’agence d’information du gouvernement syrien, SANA, a publié des photographies de véhicules en feu sur son site internet[13]. À l’évidence, ce n’était pas une manifestation pacifique comme elle l’a été décrite plus tard. Ni un soulèvement de masse. Le Time a rapporté que les manifestants se comptaient en centaines, pas en milliers ou en dizaines de milliers[14].

Assad a immédiatement réagi aux émeutes de Daraa en annonçant « une série de réformes, incluant une hausse des salaires des

travailleurs du secteur public, davantage de liberté pour la presse d'information et les partis politiques et le réexamen de l'état d'urgence[15]», une limitation des libertés politiques et civiles invoquée parce que la Syrie était officiellement en guerre avec Israël. Avant la fin d'avril, le gouvernement abrogerait « la loi d'urgence vieille de 48 ans dans le pays » et abolirait « la Haute Cour de sécurité de l'État[16]. »

Pourquoi le gouvernement a-t-il fait ces concessions ? Parce que c'était ce que demandaient les manifestants de Daraa. Ils « se rassemblaient dans et autour de la mosquée Omari à Daraa, scandant leurs revendications : la libération de tous les prisonniers politiques [...] l'abolition de la loi d'urgence en Syrie, vieille de 48 ans, davantage de libertés et la fin de la corruption généralisée[17] ». Ces revendications étaient conformes à l'appel formulé début février sur la page Facebook de La Révolution syrienne de « mettre fin à l'état d'urgence en Syrie et à la corruption[18] ». Une demande de libération de tous les prisonniers politiques avait aussi été faite dans une lettre signée par des religieux et postée sur Facebook. Les revendications de ces religieux incluaient la levée de « l'état d'urgence, la libération de tous les détenus politiques, la cessation du harcèlement des forces de sécurité et la lutte contre la corruption[19] ». Libérer les prisonniers politiques reviendrait à libérer des djihadistes ou, pour utiliser une désignation courante en Occident, des « terroristes ». Le Département d'État avait reconnu que l'islam politique était la principale opposition en Syrie[20] ; les djihadistes constituaient la part principale des opposants susceptibles d'être incarcérés. Que des religieux demandent que Damas libère tous les prisonniers politiques, c'était en effet comme si État islamique demandait que Washington, Paris et Londres libèrent tous les islamistes accusés de terrorisme détenus dans les prisons étasuniennes, françaises et britanniques. Ce n'était pas revendiquer des emplois ou plus de démocratie, mais demander la sortie de prison d'activistes inspirés par l'objectif d'instaurer un État islamique en Syrie. L'appel à abroger la loi d'urgence, de même, semblait avoir peu à voir avec la promotion de la démocratie et davantage avec le fait d'accorder plus d'espace aux djihadistes et à leurs collaborateurs pour organiser l'opposition à l'État laïc.

Une semaine après le déclenchement de la violence à Daraa, Rania Abouzeid, du Time, a rapporté qu'« il ne semble pas y avoir de larges appels pour la chute du régime ou la destitution du président, qui est assez populaire[21]. » En effet, les revendications émises par les manifestants et les religieux n'incluaient pas des appels à la démission d'Assad. Et les Syriens se ralliaient à Assad. « Il y avait des contre-manifestations de soutien au président dans la capitale[22] », en nombre dépassant apparemment de loin les centaines de protestataires qui se déplaçaient à Daraa pour mettre le feu à des bâtiments et à des voitures et s'affronter avec la police[23].

Le 9 avril – moins d'un mois après les événements de Daraa – Time a rapporté qu'une série de manifestations avaient éclaté et que l'islam y jouait un rôle prépondérant. Pour quiconque connaissant bien la succession, depuis des dizaines d'années, de grèves, de manifestations, d'émeutes et d'insurrections que les Frères musulmans avaient organisées contre ce qu'ils considéraient comme le gouvernement baasiste « infidèle », cela ressemblait à une répétition de l'histoire. Les manifestations ne parvenaient pas à atteindre une masse critique. Au contraire, le gouvernement continuait à jouir de la « loyauté » d'une « grande part de la population », a rapporté

Time[24].

Les islamistes ont joué un rôle de premier plan dans la rédaction de la Déclaration de Damas au milieu des années 2000, qui demandait un changement de régime[25]. En 2007, les Frères musulmans, l'archétype du mouvement politique islamiste sunnite qui a inspiré al-Qaïda et ses rejetons Jabhat al Nusra et État islamique, se sont alliés avec un ancien vice-président syrien pour fonder le Front de salut national. Le Front a rencontré souvent le Département d'État et le Conseil national de sécurité américains, ainsi que l'Initiative pour un partenariat au Moyen-Orient, financée par le gouvernement des États-Unis[26] qui faisait ouvertement ce que la CIA faisait autrefois secrètement, à savoir faire passer de l'argent et de l'expertise aux membres des cinquièmes colonnes dans les pays dont les gouvernements étaient opposés à Washington.

En 2009, deux ans avant l'éruption de troubles dans tout le monde arabe, les frères musulmans syriens ont dénoncé le gouvernement nationaliste arabe de Bachar al-Assad comme élément étranger et hostile dans la société syrienne et qui devait être éliminé. Selon l'idéologie du groupe, la communauté alaouite, à laquelle appartenait Assad, et que les Frères considéraient comme hérétique, utilisait le nationalisme arabe laïc comme couverture pour promouvoir furtivement un agenda sectaire pour détruire la Syrie de l'intérieur en opprimant les « vrais » musulmans (c'est-à-dire les sunnites). Au nom de l'islam, le régime hérétique devrait être renversé[27].

Trois mois à peine avant le déclenchement de la violence en Syrie, l'expert Liad Porat a écrit un bref texte pour le Crown Center for Middle East Studies, basé à l'Université Brandeis. « Les dirigeants du mouvement, concluait le savant, continuent à clamer leur espoir d'une révolte civile en Syrie, où 'le peuple syrien accomplira son devoir et libérera la Syrie du régime tyrannique et corrompu'. » Les Frères musulmans ont souligné qu'ils étaient engagés dans un combat à mort avec le gouvernement nationaliste arabe laïc de Bachar al-Assad. Un compromis politique avec le gouvernement était impossible, parce que ses dirigeants n'appartenaient pas à la nation musulmane sunnite de Syrie. L'appartenance à la nation syrienne était limitée aux vrais musulmans, soutenaient les Frères, et pas aux hérétiques alaouites qui ont adhéré à des croyances étrangères non islamiques comme le nationalisme arabe laïc[28].

Le fait que les Frères musulmans syriens ont joué un rôle essentiel dans le soulèvement qui a éclaté trois mois plus tard a été confirmé en 2012 par l'Agence de renseignement de la Défense américaine. Un rapport de l'agence, qui a fuité, disait que l'insurrection était sectaire et dirigée par les Frères musulmans et al-Qaïda en Irak, le précurseur d'État islamique. Le rapport poursuivait en disant que les insurgés étaient soutenus par l'Occident, les monarchies du Golfe et la Turquie. L'analyse prédisait correctement la mise en place d'une « principauté salafiste », un État islamique, en Syrie orientale, notant que cela correspondait au désir des appuis étrangers de l'insurrection, qui voulaient voir les nationalistes laïcs arabes isolés et coupés de l'Iran[29].

Des documents préparés par des enquêteurs du Congrès étasunien en 2005 ont révélé que le gouvernement pesait de tout son poids en faveur d'un changement de régime en Syrie, longtemps avant les soulèvements du Printemps arabe de 2011, contestant la vision selon

laquelle le soutien américain aux rebelles syriens était basé sur une allégeance à une « insurrection démocratique » et montrant que c'était tout simplement la poursuite d'une politique existant depuis longtemps, visant à renverser le gouvernement à Damas. En effet, les enquêteurs ont reconnu que la motivation du gouvernement des États-Unis pour renverser le gouvernement nationaliste arabe laïc à Damas était sans rapport avec la promotion de la démocratie au Moyen-Orient. En fait, ils notaient que la préférence de Washington allait aux dictatures laïques (l'Égypte) et aux monarchies (la Jordanie et l'Arabie saoudite). L'impulsion à viser le changement de régime, selon les enquêteurs, était un désir de balayer un obstacle à la réalisation des buts américains au Moyen-Orient liés au renforcement d'Israël, à la consolidation de la domination des États-Unis sur l'Irak et à la promotion d'économies de libre marché et de libre entreprise[30]. Si Assad avait promu une politique néolibérale en Syrie, comme Draitser le soutient, il est difficile de comprendre pourquoi Washington aurait cité le refus de la Syrie d'adhérer au programme étasunien de marchés ouverts et de libre entreprise comme une raison de changer le gouvernement de la Syrie.

Pour insister sur le point que les manifestations manquaient d'un large soutien populaire, le 22 avril, plus d'un mois après l'émeute de Daraa, Anthony Shadid, du New York Times, a rapporté que « les manifestations, jusqu'ici, semblaient manquer du soutien populaire des révolutions en Égypte et en Tunisie ». Autrement dit, plus d'un mois après que seulement des centaines – et non des milliers ou des dizaines de milliers – de manifestant se sont soulevés à Daraa, il n'y avait aucun signe en Syrie d'une insurrection de Printemps arabe. Celle-ci est restée une affaire limitée, éminemment islamique. En revanche, il y avait eu d'immenses manifestations à Damas pour soutenir – et non contre lui – le gouvernement, Assad restait populaire et, selon Shadid, le gouvernement s'attachait la loyauté des « chrétiens et des sectes musulmanes hétérodoxes[31] ». » Shadid n'était pas le seul journaliste occidental relatant que les alaouites, les ismaéliens, les druzes et les chrétiens soutenaient fortement le gouvernement. La journaliste du Time, Rania Abouzeid, observait que les baasistes « pourraient revendiquer le soutien de groupes minoritaires importants en Syrie[32]. »

Cette réalité que le gouvernement syrien avait la loyauté des sectes chrétiennes et musulmanes hétérodoxes, comme le relatait Shadid dans le New York Times, suggère que les minorités religieuses reconnaissaient quelque chose dans l'insurrection dont la presse occidentale faisait peu de cas (et que les socialistes révolutionnaires aux États-Unis ont manqué), à savoir qu'elle était guidée par un programme islamiste sunnite sectaire qui, s'il se réalisait, aurait des conséquences pénibles pour tous ceux qui n'étaient pas considérés comme de « vrais » musulmans. Pour cette raison, les alaouites, les ismaéliens, les druzes et les chrétiens se rangeaient du côté des baasistes qui cherchaient à surmonter les divisions sectaires comme élément de leur engagement programmatique de favoriser l'unité arabe. Le slogan « Les alaouites au tombeau et les chrétiens à Beyrouth ! », scandé dans les manifestations de ces premiers jours[33], ne faisait que confirmer l'idée que le soulèvement était la poursuite de la lutte à mort que l'islam politique sunnite avait promis de mener contre le gouvernement nationaliste arabe laïc et n'était pas un soulèvement de masse pour la démocratie ou contre le néolibéralisme. S'il y avait en effet certains éléments de ce genre, comment expliquer que la soif de démocratie et l'opposition au libéralisme n'existent

que dans la communauté sunnite et soient absentes dans celles des minorités religieuses ? Assurément, un déficit démocratique et une tyrannie néolibérale, s'ils existaient pour tous et agissaient comme déclencheurs d'une insurrection révolutionnaire, auraient franchi les barrières religieuses. Que les alaouites, les ismaéliens, les druzes et les chrétiens n'aient pas manifesté, et que les émeutes aient été fondées sur le sunnisme avec un contenu islamiste, indique clairement que l'insurrection, depuis son tout début, représentait la recrudescence de la campagne djihadiste sunnite de longue date contre la laïcité baasiste.

« Dès le début, le gouvernement d'Assad a dit qu'il était engagé dans une lutte contre les islamistes militants[34]. » La longue histoire des soulèvements islamistes contre le baasisme avant 2011 suggère que c'était très probablement le cas, et la manière dont le soulèvement s'est déroulé ensuite, comme une guerre dirigée par les islamistes contre l'État laïc, n'a fait que renforcer cette vision des choses. D'autres preuves, à la fois positives et négatives, ont confirmé l'affirmation d'Assad que l'État syrien était attaqué par des djihadistes (tout comme il l'avait été à maintes reprises dans le passé). Les preuves négatives que l'insurrection n'était pas un soulèvement populaire contre un gouvernement impopulaire se trouvaient dans les articles des médias occidentaux qui montraient que le gouvernement nationaliste arabe de la Syrie était populaire et assuré de la loyauté de la population.

En revanche, les manifestations anti-gouvernementales, les émeutes et les protestations étaient peu importantes, attirant beaucoup moins de gens que ne l'a fait une manifestation massive à Damas pour soutenir le gouvernement, et certainement pas de l'ordre des soulèvements populaires en Égypte et en Tunisie. De plus, les revendications des manifestants se concentraient sur la libération des prisonniers politiques (principalement djihadistes) et la levée des limitations en temps de guerre à l'expression de la dissidence politique, et non sur des appels à la démission d'Assad ou au changement de la politique économique du gouvernement. La preuve positive est venue des récits des médias occidentaux, qui montraient que l'islam jouait un rôle de premier plan dans les émeutes. Aussi, alors qu'on croyait généralement que les groupes islamistes armés étaient entrés dans la mêlée seulement à la suite du premier printemps des émeutes de 2011 – et, ce faisant, avaient « détourné » un « soulèvement populaire » – deux groupes djihadistes qui jouaient un rôle essentiel dans la révolte armée post-2011 contre le nationalisme arabe laïc, Ahrar al-Sham et Jabhat al-Nusra, étaient en fait actifs au début de 2011. Ahrar al-Sham « a commencé à travailler à constituer des brigades [...] bien avant la mi-mars de 2011, lorsque les émeutes de Daraa ont eu lieu », selon le Time[35]. Jabhat al-Nusra, l'affilié d'al-Qaïda en Syrie, « était inconnu jusqu'en janvier 2012, lorsqu'il a annoncé sa formation [...] mais était actif depuis des mois avant.[36] »

Un autre élément de preuve cohérent avec le point de vue que l'islam militant a joué très tôt un rôle dans le soulèvement – ou, tout au moins, que les protestations ont été violentes dès le début – est qu'« il y avait des signes, dès le départ, que des groupes armés étaient impliqués ». Le journaliste et écrivain Robert Fisk a rappelé avoir vu une vidéo des « tous premiers jours de la 'montée', montrant des hommes avec des pistolets et des Kalachnikovs dans une manifestation à Daraa ». Il rappelle un autre événement, en mai 2011, lorsque « une équipe d'Al Jazeera a filmé des hommes armés tirant sur les troupes syriennes, à quelques centaines de mètres de la frontière

nord avec le Liban, mais la chaîne a refusé de diffuser les images.[37]» Même des officiels américains, qui étaient hostiles au gouvernement et dont on aurait pu s'attendre à ce qu'ils contestent le point de vue de Damas, selon lequel il était impliqué dans une lutte avec des rebelles armés, « ont reconnu que les manifestations n'étaient pas pacifiques et que certains manifestants étaient armés »[38]. En septembre, les autorités syriennes rapportaient qu'elles avaient perdu plus de 500 officiers et agents de police, tués par des guérilleros[39]. À la fin d'octobre, ce nombre avait plus que doublé[40]. En moins d'une année, l'insurrection était passée de l'incendie des bâtiments du Parti Baas et de l'administration et d'affrontements avec la police, à une guerre de guérilla incluant des méthodes qui seraient étiquetées comme du « terrorisme » lorsqu'elles frapperaient des cibles occidentales.

Assad se plaindrait plus tard que :

« Tout ce que nous avons dit en Syrie au commencement de la crise, ils ont fini par le dire plus tard. Ils ont dit que c'était pacifique, nous avons dit que ça ne l'était pas, ils tuent – ces manifestants qu'ils appelaient des manifestants pacifiques – ils ont tué des policiers. Puis ils sont devenus des militants. Ils ont dit oui, ce sont des militants. Nous avons dit, ce sont des militants, c'est du terrorisme. Ils ont dit non, ce n'est pas du terrorisme. Puis quand ils disent que c'est du terrorisme, nous disons que c'est al-Qaïda, ils disent que non, ce n'est pas al-Qaïda. Donc tout ce que nous disons, ils finissent par le dire plus tard [41] »

Le « soulèvement syrien », écrit le spécialiste du Moyen-Orient Patrick Seale, « devrait être considéré comme le dernier épisode, de loin le plus violent, de la longue guerre entre les islamistes et les baasistes, qui remonte à la fondation du Parti laïc Baas dans les années 1940. La bataille entre eux confine aujourd'hui à la lutte à mort »[42]. « Il est frappant, poursuit Seale en citant Aron Lund, qui avait écrit un rapport sur le djihadisme syrien pour l'Institut suédois des Affaires internationales, que pratiquement tous les membres des divers groupes insurgés armés soient des Arabes sunnites : que les combats se soient généralement limités aux zones arabes sunnites, alors que les zones habitées par des alaouites, des druzes ou des chrétiens restaient passives ou soutenaient le régime ; que les défections au régime soient presque à 100% sunnites, que l'argent, les armes et les volontaires viennent des États islamiques ou d'organisations et d'individus pro-islamiques ; et que la religion soit le plus important dénominateur commun du mouvement insurrectionnel. »[43]

La brutalité comme déclencheur ?

Est-il raisonnable de penser que l'usage de la force par l'État syrien a déclenché la guerre de guérilla qui a éclaté peu après ?

Cela incite à croire qu'une sur-réaction des forces de sécurité à une contestation de l'autorité du gouvernement dans la ville syrienne de Daraa (s'il y a eu en effet une sur-réaction) pourrait déclencher une guerre majeure impliquant de nombreux autres États, et mobilisant des djihadistes de nombreux pays. Il faudrait ignorer une foule de faits discordants pour commencer à donner même un soupçon de crédibilité à cette théorie.

Premièrement, nous devrions ignorer la réalité que le gouvernement d'Assad était populaire et considéré comme légitime. On pourrait soutenir qu'une réponse autoritaire par un gouvernement hautement impopulaire à une contestation banale à son autorité aurait pu fournir l'étincelle nécessaire au déclenchement d'une insurrection populaire, mais nonobstant l'insistance du président américain Barack Obama sur le manque de légitimité d'Assad, il n'y a aucune preuve que la Syrie, en mars 2011, était une poudrière de ressentiment populaire contre le gouvernement, prête à exploser. Comme Rania Abouzeid du Time l'a rapporté à la veille des émeutes de Daraa, « même les critiques concèdent qu'Assad est populaire » [44] et que « personne ne s'attend à des soulèvements de masse en Syrie, et en dépit d'une manifestation de dissidence de temps en temps, très peu veulent y participer » [45].

Deuxièmement, nous devrions écarter le fait que les émeutes de Daraa n'impliquaient que quelques centaines de participants, à peine un soulèvement de masse, et que les manifestations suivantes ont également échoué à rassembler une masse critique, comme l'a rapporté Nicholas Blanford du Time[46]. De même, Anthony Shadid du New York Times n'a pas trouvé de preuve qu'il y avait de l'agitation populaire en Syrie, même plus d'un mois après les émeutes de Daraa [47]. Ce qui s'est passé, contrairement à la rhétorique propagée par Washington sur le Printemps arabe éclatant en Syrie, était que des djihadistes étaient engagée dans une guerre de guérilla contre les forces de sécurité syriennes et qu'ils avaient, en octobre, ôté la vie à plus de mille policiers et soldats.

Troisièmement, nous devrions fermer les yeux sur le fait que le gouvernement des États-Unis, avec son allié britannique, avait conçu des plans en 1956 pour provoquer une guerre en Syrie en recrutant les Frères musulmans pour fomenter des soulèvements internes [48]. Les émeutes de Daraa et les affrontements armés avec la police et les soldats qui ont suivi ressemblaient au plan que le spécialiste des changements de régime Kermit Roosevelt avait préparé. Cela ne veut pas dire que la CIA a dépoussiéré la proposition de Roosevelt et l'a recyclée pour l'utiliser en 2011 ; seulement que le complot a montré que Washington et Londres étaient capables de planifier une opération de déstabilisation impliquant une insurrection dirigée par les Frères musulmans, pour provoquer un changement de régime en Syrie.

Nous devrions aussi ignorer les événements de février 1982, lorsque les Frères musulmans ont pris le contrôle de Hama, la quatrième plus grande ville de Syrie. Hama était l'épicentre du fondamentalisme sunnite en Syrie et une importante base d'opération pour les combattants djihadistes. Galvanisés par la fausse nouvelle qu'Assad avait été renversé, les Frères musulmans se sont livrés à un carnage jubilatoire et sanguinaire dans la ville, attaquant les postes de police et assassinant les dirigeants du Parti Baas et leurs familles, ainsi que des responsables gouvernementaux et des soldats. Dans certains cas, les victimes ont été décapitées[49], une pratique qui serait ressuscitée des décennies plus tard par les combattants d'État islamique. Tous les responsables du Baas de Hama ont été assassinés[50].

Les événements de Hama en 1982 sont généralement rappelés en Occident (s'ils le sont), non pas pour les atrocités perpétrées par les

islamistes, mais pour la réponse de l'armée syrienne, une réponse comme on l'attendrait de n'importe quelle armée recourant à l'usage de la force pour restaurer un contrôle souverain sur le territoire saisi par les insurgés. Des milliers de soldats ont été déployés pour reprendre Hama aux Frères musulmans. L'ancien fonctionnaire du Département d'État américain William R. Polk a décrit les conséquences de l'assaut de l'armée syrienne sur Hama comme semblable à l'assaut des Américains sur la ville irakienne de Falloudjah en 2004[51], (la différence étant, bien sûr, que l'armée syrienne intervenait en toute légitimité sur son propre territoire tandis que l'armée étasunienne agissait de manière illégitime comme force d'occupation pour réduire la résistance à celle-ci). Le nombre de morts dans l'assaut de Hama reste cependant un sujet de discussion. Les chiffres varient. « Un article précoce dans le Time a dit qu'il y avait eu 1 000 tués. La plupart des observateurs estiment que 5000 personnes sont mortes. Des sources israéliennes et les Frères musulmans » – ennemis jurés des nationalistes arabes laïcs qui avaient donc intérêt à exagérer le nombre des victimes – « ont prétendu que le nombre de morts dépassait les 20 000[52]. » Robert Dreyfus, qui a écrit sur la collaboration de l'Occident avec l'islam politique, soutient que les sources occidentales ont délibérément exagéré le nombre de morts, dans le but de diaboliser les baasistes comme des tueurs sans pitié et que les baasistes ont accepté le mensonge pour intimider les Frères musulmans[53].

Lorsque l'armée syrienne a trié les décombres de Hama au lendemain de l'assaut, elle a trouvé la preuve que des gouvernements étrangers avaient fourni aux insurgés de l'argent, des armes et du matériel de communication. Polk écrit :

« Assad a vu des fauteurs de troubles étrangers travailler au sein de sa population. Cela, après tout, était l'héritage émotionnel et politique de la domination coloniale – un héritage douloureusement évident dans la plus grande partie du monde post-colonial, mais qui passe presque inaperçu dans le monde occidental. Et cet héritage n'est pas un mythe. C'est une réalité que nous pouvons souvent vérifier sur des documents officiels, des années après les événements. Hafez al-Assad n'a pas eu besoin d'attendre que ces documents fuitent : ses services de renseignement et des journalistes internationaux ont révélé des douzaines de tentatives des riches pays pétroliers conservateurs arabes, des États-Unis et d'Israël de subvertir son gouvernement. La plupart ont utilisé les « mauvais coups », la propagande ou des injections de fonds, mais il est intéressant de noter que lors du soulèvement de Hama en 1982, plus de 15 000 mitrailleuses fournies par l'étranger ont été saisies, ainsi que des prisonniers incluant des forces paramilitaires formées par les forces jordaniennes et la CIA (tout comme les djihadistes qui apparaissent tellement dans les récits des médias de 2013 sur la Syrie). Et ce que nous avons vu en Syrie a été confirmé par ce que nous avons appris des changements de régime par les Occidentaux ailleurs. Il connaissait certainement la tentative de la CIA d'assassiner le président égyptien Nasser et le renversement du Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh par les Anglais et les Américains. »[54]

Dans son livre *From Beirut to Jerusalem*, le chroniqueur du New York Times Thomas Friedman écrit que « le massacre de Hama peut être compris comme 'la réaction naturelle d'un politicien moderniste dans un État-nation relativement nouveau, tentant d'éviter les éléments rétrogrades – dans ce cas, les fondamentalistes islamistes – visant à saper tout ce qu'il a réalisé pour faire de la Syrie une

république laïque du XXe siècle'. » C'est aussi pourquoi, poursuit Friedman, « si quelqu'un avait été en mesure de réaliser un sondage d'opinion objectif en Syrie après le massacre, le traitement par Assad de la rébellion aurait été largement approuvé, même parmi les musulmans sunnites. »[55]

Le déclenchement d'un djihad islamiste sunnite contre le gouvernement syrien dans les années 1980 remet en question la vision que l'islam sunnite militant au Levant est un résultat de l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 et des polices sectaires pro-chiites des autorités d'occupation étasuniennes. Cette vision est myope historiquement, aveugle à l'existence depuis des décennies de l'islam politique sunnite comme force importante dans la politique levantine. Depuis le moment où la Syrie a été formellement indépendante de la France après la Seconde Guerre mondiale, pendant les décennies suivantes au XXe siècle et jusqu'au siècle suivant, les forces principales en présence en Syrie étaient le nationalisme arabe laïc et l'islam politique. Comme le journaliste Patrick Cockburn l'a écrit en 2016, « l'opposition armée syrienne est dominée par ISIS, al-Nusra et Ahrar al-Sham. » La « seule alternative au gouvernement (nationaliste arabe laïc), ce sont les islamistes »[56]. Et c'est le cas depuis longtemps.

Enfin, nous devrions aussi ignorer le fait que les stratèges étasuniens avaient planifié depuis 2003, et peut-être déjà en 2001, d'écarter Assad et son idéologie nationaliste arabe laïque du pouvoir, finançant l'opposition syrienne, y compris les groupes liés aux Frères musulmans, depuis 2005. En conséquence, Washington s'est dirigé vers le renversement d'Assad avec le but de dé-baasifier la Syrie. Une guérilla islamiste contre les nationalistes arabes laïcs aurait eu lieu, indépendamment du caractère excessif ou non de la réponse du gouvernement syrien à Daraa. Le jeu était déjà en cours, et on cherchait un prétexte. Daraa l'a fourni. Donc l'idée que l'arrestation de deux garçons à Daraa pour avoir peint des graffitis anti-gouvernement sur un mur puisse provoquer un conflit majeur est aussi crédible que celle de la Première Guerre mondiale causée uniquement par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand.

Syrie socialiste

Le socialisme peut être défini de plusieurs manières, mais s'il l'est comme la propriété publique des secteurs clé de l'économie jointe à une planification économique, alors la Syrie, en vertu de ses Constitutions de 1973 et de 2012, correspond clairement à la définition du socialisme. Cependant, la République arabe syrienne n'a jamais été un État socialiste ouvrier du genre de celle que les marxistes reconnaissent. Il a été, plutôt, un pays arabe socialiste animé par le but de parvenir à l'indépendance politique arabe et de surmonter l'héritage du sous-développement de la nation arabe. Les rédacteurs de la Constitution voyaient le socialisme comme un moyen de parvenir à la libération nationale et au développement économique. « La marche vers l'établissement d'un ordre socialiste », écrivaient les rédacteurs de la Constitution de 1973, est une « nécessité fondamentale pour mobiliser les potentialités des masses arabes dans leur lutte contre le sionisme et l'impérialisme ». Le socialisme marxiste se préoccupait de la lutte entre une classe exploitante de possédants et la classe ouvrière et les pays exploités, alors que le socialisme arabe menait la lutte entre pays exploités et pays

exploités. Alors que ces deux socialismes différents agissent à des niveaux d'exploitation différents, ces distinctions n'avaient aucun intérêt pour les banques, les entreprises ou les grands investisseurs occidentaux qui portent leurs regards sur l'ensemble du globe, à la poursuite du profit. Le socialisme s'oppose aux intérêts lucratifs du capitalisme industriel et financier américain, qu'il s'agisse de mettre fin à l'exploitation de la classe ouvrière ou de surmonter l'oppression impérialiste sur des groupes nationaux.

Le socialisme du Baas a longtemps irrité Washington. L'État baasiste avait exercé une influence considérable sur l'économie syrienne, à travers la propriété d'entreprises, des subventions à des sociétés nationales privées, des limites à l'investissement étranger et des restrictions sur les importations. Les baasistes considéraient ces mesures comme des outils nécessaires pour un État post-colonial tentant d'arracher sa vie économique des griffes des anciennes puissances coloniales et de tracer une voie de développement libre de la domination d'intérêts étrangers.

Les buts de Washington, cependant, étaient évidemment antagoniques. Ils ne voulaient pas que la Syrie alimente son industrie et garde jalousement son indépendance, mais serve les intérêts des banquiers et des grands investisseurs qui comptaient vraiment pour les États-Unis en ouvrant son marché du travail à l'exploitation ainsi que sa terre et ses ressources naturelles à la propriété étrangère. Notre programme, a déclaré l'administration Obama en 2015, « vise la baisse des tarifs sur les produits américains, la suppression des barrières à nos biens et services et la détermination de normes plus strictes pour parvenir à une concurrence équitable pour [...] les entreprises américaines. »[57] Ce n'était pas vraiment un nouvel agenda, c'était celui de la politique étrangère des États-Unis depuis des décennies. Mais Damas ne s'alignait pas derrière un Washington qui insistait sur le fait qu'il pouvait « diriger l'économie mondiale » et le ferait [58 Ibid.].

Les partisans de la ligne dure à Washington avaient considéré Hafez al-Assad comme un communiste arabe[58] et les responsables américains considéraient son fils, Bachar, comme un idéologue qui ne pouvait se résoudre à abandonner le troisième pilier du programme du Parti socialiste arabe Baas : le socialisme. Le Département d'État américain s'est aussi plaint de ce que la Syrie « avait échoué à se rallier à une économie de plus en plus intégrée à l'échelle mondiale », autrement dit qu'elle avait échoué à vendre ses entreprises publiques aux investisseurs privés, parmi lesquels les intérêts de Wall Street. Le Département d'État américain a aussi exprimé son mécontentement sur le fait que des « raisons idéologiques » ont empêché Assad de libéraliser l'économie de la Syrie, que « la privatisation des entreprises gouvernementales ne soit pas encore répandue » et que l'économie « reste strictement contrôlée par le gouvernement » [59]. À l'évidence, Assad n'avait pas appris ce que Washington appelait les « leçons de l'Histoire », notamment que « les économies de marché, et non les économies planifiées placées sous la poigne du gouvernement, sont les meilleures »[60]. En rédigeant une Constitution donnant mandat au gouvernement de maintenir son rôle de guide de l'économie au nom des intérêts syriens, et de ne pas faire travailler les Syriens pour les intérêts des banques, des entreprises et des investisseurs occidentaux, Assad affirmait l'indépendance de la Syrie contre le programme de Washington visant à « ouvrir les marchés et à aplanir le terrain pour les entreprises

américaines à l'étranger[61] ».

En plus, Assad a souligné son attachement aux valeurs socialistes contre ce que Washington avait appelé un jour les « impératifs moraux » de la « liberté économique[62] ». en inscrivant les droits sociaux dans la Constitution : la sécurité contre la maladie, le handicap et la vieillesse ; l'accès aux soins de santé ; et l'instruction gratuite à tous les niveaux. Ces droits continueraient à être placés hors d'atteinte des législateurs et des politiciens qui pourraient les sacrifier sur l'autel de la création d'un climat d'affaires favorable à une fiscalité basse et aux investissements étrangers. Affront supplémentaire à l'orthodoxie pro-business de Washington, la Constitution engageait l'État à instaurer des impôts progressifs.

Enfin, le dirigeant baasiste a inclus une disposition dans la Constitution révisée introduite par son père en 1973, un pas de plus en direction d'une démocratie véritable, authentique – une disposition que les décideurs à Washington, avec leurs innombrables liens avec le monde des banques et des entreprises, pouvaient difficilement tolérer. La Constitution exigeait qu'au moins la moitié des membres de l'Assemblée du peuple soit issue des rangs des paysans et des ouvriers.

Si Assad était un néolibéral, il était certainement l'un des plus étranges dévots de cette idéologie.

Sécheresse ?

Un dernier point sur les origines du soulèvement violent de 2011 : certains spécialistes en sciences sociales et des analystes se sont appuyés sur une étude publiée dans la revue Proceedings de l'Académie nationale des sciences pour suggérer que « la sécheresse a joué un rôle dans les troubles syriens ». Selon ce point de vue, la sécheresse « a provoqué de mauvaises récoltes qui ont entraîné la migration de plus de 1.5 million de personnes des zones rurales aux zones urbaines ». Cela, combiné à un afflux de réfugiés venant d'Irak, a fait de la Syrie un chaudron de tension économique et sociale prêt à déborder[63]. L'argument paraît sensé, et même « scientifique », mais le phénomène qu'il cherche à expliquer – un soulèvement de masse en Syrie – n'a jamais eu lieu. Comme nous l'avons vu, une revue de la couverture médiatique occidentale n'a trouvé aucune référence à un soulèvement de masse. Au contraire, les journalistes qui espéraient le trouver ont été surpris de ne pas en découvrir. Ils ont trouvé que la Syrie était étonnamment calme. Les manifestations appelées par les organisateurs de la page Facebook Révolution syrienne 2011 ont avorté. Des gens critiques ont admis qu'Assad était populaire. Les journalistes n'en ont pas trouvé un seul qui pensait qu'une révolte était imminente. Même un mois après l'incident de Daraa – qui n'a impliqué que quelques centaines de manifestants, éclipsés par les dizaines de milliers de Syriens qui manifestaient à Damas pour soutenir le gouvernement –, le journaliste du New York Times sur place, Anthony Shadid, n'a pu trouver aucun signe en Syrie des soulèvements massifs de la Tunisie et de l'Égypte. Au début février 2011, « Omar Nashabe, observateur de longue date de la Syrie et correspondant pour le quotidien arabe basé à Beyrouth, Al-Ahkbar », a dit au Time que « les Syriens peuvent être affligés par la pauvreté qui touche 14% de sa population, jointe à un taux de chômage estimé à 20%, mais Assad jouit toujours de

sa crédibilité[64] ».

On a dit que le gouvernement avait commandé le soutien populaire lorsque la société d'enquête britannique YouGov a publié un sondage montrant que 55 % des Syriens voulaient qu'Assad reste. Le sondage n'a presque pas été mentionné dans les médias occidentaux, ce qui a incité le journaliste britannique Jonathan Steele à poser la question : « Supposons qu'un sondage d'opinion respectable ait révélé que la plupart des Syriens soient favorables au maintien de Bachar al-Assad à la présidence, ne serait-ce pas une nouvelle importante ? ». Steele a décrit les résultats du sondage comme des « des faits dérangeants » qui ont été « omis » parce que la couverture des événements en Syrie par les médias occidentaux avait cessé d'« être honnête » et s'était transformée en « arme de propagande[65] » .

Des slogans au lieu de la politique et de l'analyse

On peut reprocher à Draitser non seulement d'avoir propagé un argument fondé sur des affirmations et non sur des preuves, mais aussi d'avoir remplacé la politique et l'analyse par des slogans. Dans son article pour CounterPunch du 20 octobre, Syria and the Left : Time to Break the Silence [La Syrie et la Gauche : il est temps de briser le silence], il soutient que les objectifs de la Gauche devraient être la poursuite de la paix et de la justice, comme si celles-ci étaient deux qualités inséparables, qui ne sont jamais en opposition. Que la paix et la justice puissent, parfois, être antagoniques, est illustré par la conversation suivante entre le journaliste australien Richard Carleton et Ghassan Kanafani, un écrivain palestinien, romancier et révolutionnaire[66].

Kanafani : – Vous ne pouvez pas vraiment dire « pour parler de paix ». Vous voulez dire capitulation. Reddition.

C : – Pourquoi ne pas parler ?

K : – Parler à qui ?

C : – Parler aux dirigeants israéliens ?

K : – Un genre de conversation entre l'épée et le cou, vous voulez dire ?

C : – Bon, s'il n'y a ni épées ni fusils dans la chambre, vous pourriez quand même parler.

K : – Non. Je n'ai jamais vu une conversation entre un colonialiste et un mouvement de libération nationale.

C : – Mais malgré tout, pourquoi ne pas parler ?

K : – Parler de quoi ?

C : – Parler de la possibilité de ne pas se battre.

K : – Ne pas se battre pour quoi ?

C : – Ne pas se battre du tout. Peu importe pour quoi.

K : – D’habitude, les gens se battent pour quelque chose. Et ils arrêtent de se battre pour quelque chose. Donc vous ne pouvez même pas me dire pourquoi nous devrions parler et de quoi. Pourquoi devrions-nous parler de cesser de nous battre ?

C : – Parler de cesser de combattre pour arrêter la mort et la misère, la destruction et la souffrance.

K : – La misère et la destruction, la douleur et la mort de qui ?

C : – Des Palestiniens. Des Israéliens. Des Arabes.

K : – Des Palestiniens déracinés, jetés dans des camps, souffrant de famine, tués depuis vingt ans et interdits d’utiliser même le nom de « Palestiniens » ?

C : – Ils sont mieux comme ça que morts, pourtant.

K : – Peut-être pour vous, Mais pour nous, non. Pour nous, libérer notre pays, avoir la dignité, le respect, nos droits de l’homme est aussi essentiel que la vie même.

Quelles valeurs la Gauche américaine devrait-elle promouvoir lorsque la paix et la justice sont en conflit ? Draitser ne le dit pas. Son invocation du slogan « *paix et justice* » en tant que mission de la Gauche américaine semble n’être rien de plus qu’une invitation aux gens de gauche d’abandonner la politique pour se consacrer à la mission de devenir de belles âmes, au-dessus des conflits sordides qui tourmentent l’humanité – ne jamais prendre parti, excepté celui des anges. Son affirmation qu’« *aucun État ou groupe n’a les meilleurs intérêts des Syriens à cœur* » est presque trop stupide pour justifier un commentaire. Comment le sait-il ? On ne peut s’empêcher d’avoir l’impression qu’il croit que lui, et la Gauche américaine, parmi les groupes et les États dans le monde, sont les seuls à savoir ce qui est le mieux pour le « *peuple syrien* ». C’est peut-être pourquoi il estime que la responsabilité de cette Gauche américaine « *est envers le peuple de Syrie* », comme si le peuple de Syrie était une masse indifférenciée avec des intérêts et des programmes uniformes. Les Syriens *en masse* [en français dans le texte, NdT] comprennent des laïcs et des islamistes politiques qui ont des points de vue irréconciliables sur la manière dont l’État devrait être organisé, qui ont été pris dans une lutte à mort depuis plus d’un demi-siècle – l’un favorisé par son propre gouvernement. Les Syriens *en masse* comprennent ceux qui favorisent l’intégration à l’Empire US, et ceux qui y sont opposés ; ceux qui collaborent avec les impérialistes américains et ceux qui s’y refusent. Dans cette perspective, qu’est-ce que cela

signifie de dire que la Gauche américaine a une responsabilité envers le peuple de Syrie ? Quel peuple de Syrie ?

J'aurais pensé que la responsabilité de la Gauche américaine allait aux travailleurs des États-Unis, non au peuple de Syrie. Et j'aurais imaginé, également, que la Gauche américaine considérerait comme de sa responsabilité d'inclure la propagation d'une analyse politique fondée sur des preuves de la façon dont l'élite économique étasunienne utilise l'appareil d'État pour faire avancer ses intérêts aux dépens des populations tant nationales qu'étrangères. Comment la longue guerre de Washington à la Syrie affecte-t-elle la classe ouvrière d'Amérique ? C'est ce dont Draitser devrait parler.

Mon livre, *Washington's Long War on Syria*, paraîtra en avril 2017.

Par Stephen Gowans, le 22 octobre 2016

Notes

1. Aryn Baker, *Syria is not Egypt, but might it one day be Tunisia ?*, *Time*, 4 février, 2011
2. Rania Abouzeid, *The Syrian style of repression : Thugs and lectures*, *Time*, 27 février 2011
3. Rania Abouzeid, *Sitting pretty in Syria : Why few go backing Bashar*, *Time*, 6 mars 2011
4. Rania Abouzeid, *The youth of Syria : the rebels are on pause*, *Time*, March 6, 2011
5. Rania Abouzeid, *The youth of Syria : the rebels are on pause*, *Time*, 6 mars 2011
6. *Officers fire on crowd as Syrian protests grow*, *The New York Times*, 20 mars 2011
7. Nicholas Blanford, *Can the Syrian regime divide and conquer its opposition ?*, *Time*, 9 avril 2011
8. Robert Fisk, *Welcome to Dera'a, Syria's graveyard of terrorists*, *The Independent*, 6 juillet 2016
9. Le président Assad à la chaîne de télévision ARD : « *Les terroristes ont rompu l'accord de cessation des hostilités dès la toute première heure, l'Armée syrienne s'est abstenue de prendre des mesures de représailles* », *SANA*, 1er mars 2016
10. Ibid.
11. *Officers fire on crowd as Syrian protests grow*, *The New York Times*, 20 mars 2011
12. Rania Abouzeid, *Arab Spring : Is a revolution starting up in Syria ?*, *Time*, 20 mars 2011 ; Rania Abouzeid, *Syria's revolt : How graffiti stirred an uprising*, *Time*, 22 mars 2011
13. *Officers fire on crowd as Syrian protests grow*, *The New York Times*, 20 mars 2011
14. Rania Abouzeid, *Arab Spring : Is a revolution starting up in Syria ?*, *Time*, 20 mars 2011
15. *Thousands march to protest Syria killings*, *The New York Times*, 24 mars 2011

16. Rania Abouzeid, *Assad and reform : Damned if he does, doomed if he doesn't*, *Time*, 22 avril 2011
17. *Officers fire on crowd as Syrian protests grow*, *The New York Times*, 20 mars 2011
18. Aryn Baker, *Syria is not Egypt, but might it one day be Tunisia ?*, *Time*, 4 février 2011
19. Nicholas Blanford, *Can the Syrian regime divide and conquer its opposition ?* *Time*, April 9, 2011
20. Alfred B. Prados and Jeremy M. Sharp, *Syria : Political Conditions and Relations with the United States After the Iraq War*, Congressional Research Service, February 28, 2005
21. Rania Abouzeid, *Syria's Friday of dignity becomes a day of death*, *Time*, March 25, 2011
22. Rania Abouzeid, *Syria's Friday of dignity becomes a day of death*, *Time*, March 25, 2011
23. *Syrie : un autre éclairage du conflit qui dure depuis 5 ans*, *BeCuriousTV*, May 23, 2016, <http://www.globalresearch.ca/syria-aleppo-doctor-demolishes-imperialist-propaganda-and-media-warmongering/5531157> (<http://www.globalresearch.ca/syria-aleppo-doctor-demolishes-imperialist-propaganda-and-media-warmongering/5531157>)
24. Nicholas Blanford, *Can the Syrian regime divide and conquer its opposition ?* *Time*, April 9, 2011
25. Jay Solomon, *To check Syria, U.S. explores bond with Muslim Brothers*, *The Wall Street Journal*, July 25, 2007
26. Ibid.
27. Liad Porat, *The Syrian Muslim Brotherhood and the Asad Regime*, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University, December 2010, No. 47
28. Ibid.
29. <http://www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pg.-291-Pgs.-287-293-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version11.pdf> (<http://www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pg.-291-Pgs.-287-293-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version11.pdf>)
30. Alfred B. Prados and Jeremy M. Sharp, *Syria : Political Conditions and Relations with the United States After the Iraq War*, Congressional Research Service, February 28, 2005.
31. Anthony Shadid, *Security forces kill dozens in uprisings around Syria*, *The New York Times*, April 22, 2011
32. Rania Abouzeid, *Syria's Friday of dignity becomes a day of death*, *Time*, March 25, 2011
33. Fabrice Balanche, *The Alawi Community and the Syria Crisis*, Middle East Institute, May 14, 2015
34. Anthony Shadid, *Syria broadens deadly crackdown on protesters*, *The New York Times*, May 8, 2011
35. Rania Abouzeid, *Meet the Islamist militants fighting alongside Syria's rebels*, *Time*, July 26, 2012

36. Rania Abouzeid, *Interview with official of Jabhat al-Nusra, Syria's Islamist militia group*, *Time*, Dec 25, 2015
37. Robert Fisk, *Syrian civil war : West failed to factor in Bashar al-Assad's Iranian backers as the conflict developed*, *The Independent*, March 13, 2016
38. Anthony Shadid, *Syria broadens deadly crackdown on protesters*, *The New York Times*, May 8, 2011
39. Nada Bakri, *Syria allows Red Cross officials to visit prison*, *The New York Times*, September 5, 2011
40. Nada Bakri, *Syrian opposition calls for protection from crackdown*, *The New York Times*, October 25, 2011
41. President al-Assad to Portuguese State TV : International system failed to accomplish its duty... Western officials have no desire to combat terrorism, SANA, March 5, 2015
42. Patrick Seale, *Syria's long war*, Middle East Online, September 26, 2012
43. Ibid.
44. Rania Abouzeid, *Sitting pretty in Syria : Why few go backing Bashar*, *Time*, March 6, 2011
45. Rania Abouzeid, *The youth of Syria : the rebels are on pause*, *Time*, March 6, 2011
46. *Can the Syrian regime divide and conquer its opposition ?* *Time*, April 9, 2011
47. Anthony Shadid, *Security forces kill dozens in uprisings around Syria*, *The New York Times*, April 22, 2011
48. Ben Fenton, *Macmillan backed Syria assassination plot*, *The Guardian*, September 27, 2003
49. Robert Fisk, *Conspiracy of silence in the Arab world*, *The Independent*, February 9, 2007
50. Robert Dreyfus, *Devil's Game : How the United States Helped Fundamentalist Islam*, Holt, 2005, p. 205
51. William R. Polk, *Understanding Syria : From pre-civil war to post-Assad*, *The Atlantic*, December 10, 2013
52. Dreyfus
53. Dreyfus
54. William R. Polk, *Understanding Syria : From pre-civil war to post-Assad*, *The Atlantic*, December 10, 2013
55. Quoted in Nikolas Van Dam, *The Struggle for Power in Syria : Politics and Society under Asad and the Ba'ath Party*, I.B. Taurus, 2011
56. Patrick Cockburn, *Confused about the US response to Isis in Syria ? Look to the CIA's relationship with Saudi Arabia*, *The Independent*, June 17, 2016
57. National Security Strategy, February 2015
58. Robert Baer, *Sleeping with the Devil : How Washington Sold Our Soul for Saudi Crude*, Three Rivers Press, 2003, p. 123

59. US State Department website. <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3580.htm#econ> (<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3580.htm#econ>). Accessed February 8, 2012
50. The National Security Strategy of the United States of America, September 2002
51. National Security Strategy, February 2015
52. The National Security Strategy of the United States of America, March 2006
53. Henry Fountain, *Researchers link Syrian conflict to drought made worse by climate change*, *The New York Times*, March 2, 2015
54. Aryn Baker, *Syria is not Egypt, but might it one day be Tunisia ?*, *Time*, February 4, 2011
55. Jonathan Steele, *Most Syrians back President Assad, but you'd never know from western media*, *The Guardian*, January 17, 2012
56. Full transcript : Classic video interview with Comrade Ghassan Kanafani re-surfaces, PFLP, October 17, 2016, <http://pflp.ps/english/2016/10/17/full-transcript-classic-video-interview-with-comrade-ghassan-kanafani-re-surfaces/> (<http://pflp.ps/english/2016/10/17/full-transcript-classic-video-interview-with-comrade-ghassan-kanafani-re-surfaces/>)
Traduction : Le Saker Francophone (<http://lesakerfrancophone.fr/la-fievre-revolutionnaire-en-syrie-qui-nexistait-pas-13>)